

Faisons mieux pour

CLICHY

avec

LÉA

DRUET

NOTRE

PROGRAMME

ET SES

300 MESURES

pour le futur de Clichy

SOMMAIRE

- p3** **1 · SANTÉ**
- p6** **2 · LOGEMENT**
- p9** **3 · POUVOIR D'ACHAT ET
SOLIDARITÉ**
- p14** **4 · JEUNESSE**
- p17** **5 · SPORT**
- p19** **6 · CULTURE**
- p22** **7 · ÉDUCATION - ACTIVITÉS
PÉRISCOLAIRE - CANTINE -
PETITE ENFANCE**
- p27** **8 · URBANISME**
- p29** **9 · MOBILITÉS**
- p32** **10 · PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE**
- p35** **11 · SÛRETÉ ET TRANQUILITÉ**
- p38** **12 · ÉCONOMIE LOCALE**
- p41** **13 · VIE LOCALE ET ASSOCIATIVE**
- p43** **14 · DÉMOCRATIE LOCALE**
- p46** **15 · SERVICES PUBLICS**
- p49** **16 · HANDICAP**
- p51** **17 · LUTTE CONTRE LES
DISCIMINATIONS**
- p54** **18 · LA VILLE COMME EMPLOYEUR**
- p57** **19 · ANIMAUX**

SANTÉ

- **Défendre et valoriser l'hôpital Beaujon, menacé de fermeture**
- **Renforcer l'offre de soins de ville clicheoise et faciliter son accès**
- **Développer la prévention et agir pour la santé mentale**

DÉFENDRE ET VALORISER L'HÔPITAL BEAUJON, MENACÉ DE FERMETURE

Appuyer toute action collective de défense de l'hôpital Beaujon et soutenir la lutte des personnels hospitaliers par tous les moyens à disposition : soutien public, organisation d'un fonds de solidarité citoyenne ou d'évènements de solidarité, mise à disposition de locaux

Utiliser le rapport de force politique et mettre en place un véritable plaidoyer auprès de l'AP-HP et du ministère de la Santé pour demander l'abandon du projet de fermeture et la réactivation immédiate des lits supprimés

Pousser une ambition de dynamisation et d'amélioration de l'hôpital. Imposer par le rapport de force et la mobilisation syndicale et citoyenne à l'AP-HP de réévaluer les priorités d'investissement, notamment en matière d'extension des capacités d'accueil des services les plus sollicités (urgences, maternités, soins palliatifs...), afin de viser l'augmentation du nombre de lits d'hospitalisation et garantir l'accès aux soins pour toutes et tous

Favoriser le recrutement et la fidélisation des personnels de santé à l'hôpital Beaujon en mettant à disposition des logements et des mesures d'amélioration de l'attractivité (places en crèche et centres de loisirs prioritaires pour le personnel)

RENFORCER L'OFFRE DE SOINS DE VILLE CLICHOISE ET FACILITER SON ACCÈS

Renforcer et développer l'activité du centre municipal de santé Marc Chagall Goüin en augmentant le nombre de médecins salarié·es (en particulier spécialistes), en développant les consultations de prévention et en soutenant l'accueil de jeunes praticiens

Aider à l'installation de professionnels de santé conventionnés en offrant une subvention municipale à l'installation des jeunes médecins (qui complètera le CAIM) et en cofinçant tout projet de mise en place une coopérative médicale avec tiers payant intégral

Créer une mutuelle municipale pour toutes les personnes résidant ou travaillant sur le territoire de la commune, pour permettre plus d'égalité devant les soins et réduire le non-recours aux soins

Développer des contrats locaux de santé pour améliorer l'articulation des politiques publiques de santé et réduire les inégalités territoriales et sociales de santé

DÉVELOPPER LA PRÉVENTION ET AGIR POUR LA SANTÉ MENTALE

Augmenter les subventions au Centre de Santé Sexuelle du centre de santé Marc Chagall, élargir les plages horaires d'accueil du public et multiplier les campagnes de prévention contre les risques (lutte contre les IST, VIH, accès à l'IVG, conduites addictives, perte de consentement...)

Mettre en place des espaces santé jeunes proposant des consultations gratuites et anonymes de prévention

Former massivement la population aux premiers secours, à tous les âges (de l'école aux EHPAD) afin de diffuser une culture de la vigilance et de l'entraide

Ouvrir les vestiaires de certains gymnases et stades pour faciliter l'accès à l'hygiène gratuitement

AGIR POUR LA SANTÉ MENTALE

Augmenter les moyens du Conseil local à la santé mentale (CLSM) afin de renforcer les campagnes de prévention au suicide, à la dépression ou à l'addiction, et lancer un CLSM des jeunes, avec les professionnels, les écoles, les parents et associations

Mettre en place un budget participatif ciblé sur la santé mentale (qui pourrait financer des projets tels que la mise en place un van mobile offrant un espace d'écoute et de sensibilisation à la santé mentale)

Construire des programmes de logements passerelles et inclusifs ciblés pour les personnes en souffrance psychique

LIER LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Réaliser le verdissement de la ville en tenant compte du risque d'arboviroses (maladies transmises par le Moustique tigre qui se développe dans les eaux stagnantes)

Réaliser un audit des perturbateurs endocriniens dans les équipements publics (écoles, crèches, cantines)

Créer un Contrat local de santé «Environnement et Santé », en lien avec la gestion de la pollution, des espaces verts, et de la qualité de l'air

LOGEMENT

- **Développer le logement social et solidaire et rendre son accessibilité équitable et transparente**
- **Mettre sous contrôle le marché du logement et lutter contre la spéculation immobilière**
- **Développer l'accession à la propriété non spéculative**
- **Lutter contre l'insalubrité: garantir le droit à un logement digne**

DÉVELOPPER LE LOGEMENT SOCIAL ET SOLIDAIRE ET RENDRE SON ACCESSIBILITÉ ÉQUITABLE ET TRANSPARENTE

Augmenter la part du logement public, en mettant l'accent sur les logements très sociaux (PLAI) et sociaux (PLUS). Cette offre se réalisera sur des constructions déjà bâties en utilisant le levier de droit de préemption sur la vente de logements ou bureaux vides et via la transformation des immeubles dégradés et vacants en immeubles de logements publics. Pour cela, nous ferons voter dans le PLU la possibilité d'utiliser le droit de préemption urbain sur tout le territoire de la commune

Privilégier l'implantation des logements les plus sociaux (PLAI) dans les quartiers les plus aisés et favoriser la mixité sociale partout

Introduire dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) une obligation de 35 % de logements sociaux et très sociaux (PLAI et PLUS) dans les opérations neuves

Empêcher la privatisation du logement social prévue par la loi ELAN : refuser de donner un avis conforme pour la vente de logements sociaux, augmenter les subventions des OPH en compensation du blocage des ventes, négocier des engagements « zéro vente » sur le territoire municipal de la part des entreprises sociales de l'habitat

Mettre fin au clientélisme dans l'attribution des logements sociaux en transformant le « quota du maire » en quota du conseil municipal, soumis à discussion après élaboration d'une grille claire de critères ; et en systématisant l'anonymisation des dossiers qui passent en commissions d'attribution

Défendre un gel pluriannuel des loyers des logements sociaux (notamment Hauts-de-Seine Habitat, dont les loyers étaient gelés entre 2015 et 2018) et créer une cellule municipale de défense des locataires afin de les assister dans le contrôle des charges et prévenir les impayés

Favoriser la mutation entre locataires de logements sociaux en créant une bourse d'échange des logements avec maintien des niveaux de loyer au m²

Retrouver une gestion collective du patrimoine social avec des exigences municipales vis-à-vis des bailleurs sociaux

METTRE SOUS CONTRÔLE LE MARCHÉ DU LOGEMENT ET LUTTER CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

Rendre le plan local concernant la location de courte durée (type AirBNB) véritablement contraignant afin de d'inciter les propriétaires à favoriser la location de longue durée : abaisser la limite de mise en location touristique de la résidence principale à 90 jours et augmenter les moyens humains des instances communales de contrôle de l'activité des plateformes pour appliquer des sanctions en cas de non-respect

Faire pression auprès de l'intercommunalité pour la mise en place de l'encadrement de loyers, applicable juridiquement qu'après demande de l'EPT Boucle Nord de Seine. Pour le faire appliquer, nous créerons des brigades de droit au logement qui contrôleront les annonces

Mettre en place un dispositif de logements abordables dans le parc privé en proposant un loyer modéré en échange de la sécurisation des loyers par la ville

Augmenter la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) en majorant le taux au plafond

DÉVELOPPER L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ NON SPÉCULATIVE

Développer l'accession aidée à la propriété en y attachant des clauses anti-spéculatives pour empêcher la revente à court terme et les plus-values excessives

Créer un organisme de foncier solidaire pour faciliter, sur le long terme, l'accès à la propriété à des ménages modestes, en dissociant la propriété du bâti (ménage) de celle du foncier (collectivité)

LUTTER CONTRE L'INSALUBRITÉ : GARANTIR LE DROIT À UN LOGEMENT DIGNE

Prendre des arrêtés municipaux d'interdiction des coupures d'eau et d'énergies

Mettre en œuvre un plan municipal de lutte contre les nuisibles (punaises de lits, rats, cafards...)

Créer des cellules de défense des locataires pour obtenir des arrêtés d'insalubrité de la part de la Préfecture obligeant le bailleur ou le propriétaire à agir

Accélérer la réhabilitation des bâtiments insalubres en proposant leur acquisition à l'amiable ou en ayant recours au droit d'expropriation

Lutter contre les marchands de sommeil en mettant en œuvre le « permis de louer » (autorisation préalable de mise en location), développer les contrôles d'hygiène et de salubrité dans les logements privés par l'embauche d'inspecteurs et d'inspectrices

POUVOIR D'ACHAT SOLIDARITÉ

- **Renforcer le pouvoir d'achat des plus précaires**
- **Renforcer la convivialité pour nos aîné·es**
- **Fortifier l'entraide et lutter contre la précarité**
- **Lutter contre le sans-abrisme et développer l'hébergement d'urgence**
- **Faire de Clichy une ville engagée pour la paix des peuples et contre le génocide à Gaza**

RENFORCER LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS PRÉCAIRES

Expérimenter un revenu municipal garanti permettant de compléter les revenus des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire (50 % du revenu médian)

Mettre en place une aide pour la prise en charge à 50% du Pass Navigo pour les travailleurs et les seniors précaires, les étudiants, les chômeurs et les personnes en situation de handicap (au-delà des bénéficiaires du RSA et ASPA pour qui le pass est gratuit et pour les seniors à faibles revenus et personnes en situation de handicap à +80% qui disposent déjà de la carte Améthyste)

Revoir la tarification sociale des services municipaux et des activités proposées par le CCAS afin de permettre une accessibilité accrue des plus précaires

Revoir les tranches de Clichy Famille pour davantage de progressivité et revoir le calcul du quotient familial pour les familles monoparentales

Créer une mutuelle municipale pour toutes les personnes résidant ou travaillant sur le territoire de la commune, pour permettre plus d'égalité devant les soins

Permettre aux Clichysoises et Clichysois précaires de partir en vacances en leur offrant la possibilité de séjourner gratuitement au centre municipal de Messelan (hors périodes de séjours scolaires)

RENFORCER LA CONVIVIALITÉ POUR NOS AINÉS

Prévenir la perte d'autonomie et aider au maintien à domicile : ateliers mémoire, soutien aux aidant·es

Favoriser le lien inter-générationnel en facilitant la mise en relation des personnes âgées avec les associations de soutien scolaire, les visites à domicile, et en développant les projets intergénérationnels comme l'ouverture le mercredi des cantines scolaires aux seniors

Soutenir les pratiques sportives et associatives des seniors

Développer les services à la personne (maintien à domicile, portage de repas) accessibles et adaptés

Déplacer le CCAS au centre-ville dans un lieu conforme aux normes (actuellement trop peu accessible) et baisser le prix des sorties proposées par celui-ci

Créer un nouveau foyer/restaurant quartier entrée de ville

Mettre en place un service d'aide aux aidant·es

Favoriser les structures de co-logement seniors / étudiant·es

Développer les clubs seniors sous forme associative et citoyenne et l'accès aux activités culturelles et sociales de nos aîné·es

FORTIFIER L'ENTRAIDE ET LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ

Adopter un plan communal de lutte contre la précarité pensé avec les acteurs de la solidarité de la ville (associations, CCAS, habitants de Clichy) afin de favoriser un pouvoir d'achat et un hébergement digne à tous les Clichois et Clichaises

Mettre en place un guichet unique social d'accès aux droits à Clichy avec interprètes qui proposera un accompagnement personnalisé afin de renseigner les habitant·es sur les droits auxquels ils et elles peuvent prétendre, et de les aider des leurs démarches administratives ou leurs démarches juridiques pour faire respecter le droit du travail

Mettre en place des dispositifs d'aller-vers à destination des populations les plus isolées pour les accompagner au mieux dans leurs démarches et les renseigner sur les aides municipales disponibles (s'inspirer des enseignements des Territoires Zéro Non-recours aux Droits)

Mettre en place une carte d'identité municipale permettant une preuve de domiciliation et l'accès aux services municipaux

LUTTER CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Remettre en place des mairies annexes dans plusieurs quartiers excentrés de la ville

Mettre en place un espace d'accès à Internet confidentiel et gratuit, respectant la neutralité du net (sans filtrage ni surveillance)

Assumer un rôle de médiation numérique en lien avec les associations dans les lieux publics existants (médiathèque, CCAS, mission locale, centre social...)

LUTTER CONTRE LE SANS-ABRISME ET DÉVELOPPER L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Depuis 25 ans, le nombre de SDF en France est passé de 10 000 à 350 000. En 2024, le collectif des morts de la rue a recensé 900 décès. D'après l'UNICEF, 2159 enfants, dont 503 de moins de 3 ans, vivent à la rue en France

Lutter contre les logements privés vacants de façon abusive en organisant un grand plan de recensement et en intentant des actions en justice ou en prenant des arrêtés de réquisition afin d'y développer l'hébergement intercalaire (« conventions d'occupation intercalaires », créées par la loi du 25 mars 2009)

Favoriser l'occupation temporaire en proposant l'occupation de logements vacants à des associations, avec la mise en place d'une convention

Mettre fin au sans-abrisme en engageant la commune dans le dispositif « Logement d'abord »

Mettre en place une cuisine publique accessible en journée pour permettre aux personnes sans domicile de pouvoir manger dans un lieu couvert et se préparer un repas chaud

Créer des bains-douches sécurisés aux horaires d'ouverture étendus, ouvrir les vestiaires des gymnases et stades pour faciliter l'accès à l'hygiène gratuitement

Soutenir les associations consacrées à l'action caritative locale et à l'hébergement d'urgence (sans abris, femmes victimes de violences, jeunes adultes en rupture familiale...)

Mettre à disposition et favoriser la construction de structures d'insertion pérennes (pensions de familles, maisons relais, etc.)

Développer et augmenter les places en centre d'hébergement d'urgence et en finir avec l'absurdité des hébergements dans des hôtels sociaux

Mettre à disposition et favoriser la construction de structures d'insertion pérennes (pensions de familles, maisons relais, etc.) dans une logique de « logement d'abord »

Prendre des arrêtés anti-expulsion locative sans solution de relogement pérenne et se coordonner avec les maires qui prennent de tels arrêtés pour faire reconnaître leur légalité. Constituer le ou la maire et/ou le ou la président·e de l'EPCI en partie civile en cas d'expulsion abusive

Créer, développer ou soutenir un lieu d'accueil pour les personnes en rupture familiale du fait de leur orientation sexuelle

CLICHY COMMUNE REFUGE POUR LES PERSONNES EXILÉES ET MIGRANTES

Renforcer les moyens en faveur d'un accueil digne des exilé·es

Soutenir des actions de solidarité et activités co-construites avec les personnes migrantes (cours de français, cuisines participatives, etc.) par le prêt de locaux ou un soutien financier

Renforcer les dispositifs d'accompagnement des personnes migrantes: cours de français, soutien administratif, actions socio-éducatives, etc

Permettre l'accès à des juristes ou professionnels spécialiste du droit des étrangers afin de faciliter la régularisation de séjour

Assurer l'accompagnement social, par le CCAS, des personnes exilé·es vivant à Clichy, au même titre que tous les Clichois·es, et rendre accessible aux personnes exilés sans papier les aides financières du CCAS

Mettre en place une aide financière du CCAS dédiée à l'achat des timbres fiscaux nécessaires à l'obtention d'un titre de séjour ou carte de réfugié

FAIRE DE CLICHY UNE VILLE ENGAGÉE POUR LA PAIX DES PEUPLES ET CONTRE LE GÉNOCIDE À GAZA

Voter en conseil municipal une motion pour soutenir le cessez-le-feu immédiat à Gaza, la fin du blocus, un embargo sur les exportations d'armes au gouvernement de Netanyahu et la paix durable à Gaza et en Cisjordanie.

Pérenniser le soutien financier de la mairie à l'ONG humanitaire clicheoise Solidarités international, qui n'a bénéficié que d'une seule aide exceptionnelle en 10 ans

Former des jumelages sur la base de la solidarité, pour soutenir les peuples opprimés en lutte (notamment avec des villes de Cis-jordanie, d'Ukraine, du Congo, de Cuba, d'Arménie...), et passer du pacte d'amitié à un véritable jumelage avec la ville Ivano Frankivst en Ukraine

Organiser des événements en soutien à Gaza et aux peuples opprimés dans le monde

Créer un réseau international des communes antifascistes face à la montée de l'extrême droite en lien avec d'autres communes de gauche

JEUNESSE

- **Soutenir les études et l'insertion professionnelle des jeunes Clichois·es, mis·es à la marge par les politiques néo-libérales**
- **Recréer des structures pour la jeunesse, sacrifiées par la politique de droite**

SOUTENIR LES ÉTUDES ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES CLICHOIS·ES, MIS·ES À LA MARGE PAR LES POLITIQUES NÉO-LIBÉRALES

Mettre en place une bourse municipale forfaitaire annuelle pour les étudiant·es boursier·es sur critères sociaux résidant à Clichy, afin de compléter les aides nationales et régionales, et garantir à chacun·e les conditions matérielles nécessaires pour réussir ses études

Proposer aux entreprises qui s'installent à Clichy des conventions d'objectifs pour l'embauche de jeunes clichois et l'accueil de stagiaires

Mettre en place des partenariats avec les grands groupes présents sur la ville pour l'accueil de stagiaires, apprentis et pour favoriser l'embauche de jeunes Clichois·es

Mettre en place un soutien financier pour les jeunes souhaitant s'engager dans des actions citoyennes, solidaires ou environnementales (chantier bénévole, événement solitaire, projets artistiques, associatif..)

Organiser un jumelage avec des missions locales de villes partenaires pour proposer aux jeunes Clichois·es des emplois d'été dans d'autres régions

Développer les actions gratuites et ouvertes à tous de soutien scolaire et d'aide aux devoirs ainsi que de préparation du brevet et du bac, trop peu développées dans la ville depuis la suppression des maisons de quartier. Subventionner des associations qui en auront la charge et développer le soutien scolaire dans les maisons de quartiers qui seront recréés

RECRÉER DES STRUCTURES POUR LA JEUNESSE, SACRIFIÉES PAR LA POLITIQUE DE DROITE

Recréer des maisons de quartier pour renouer le lien avec la jeunesse et proposer activités culturelles, sportives et artistiques pour toutes et tous. Des emplacements ont d'ores et déjà été identifiés : Espace Patrick Vié qui avait été mis à disposition du Club Fanny, nouvel espace l'Odyssée quartier nord, ancien terrain de pétanque rue Henri Barbusse, Locaux Collectifs Résidentiels non utilisés

Recréer Clichy Plage et proposer un programme sportif et culturel gratuit durant les vacances scolaires à destination des adolescents, afin de répondre à une demande largement supérieure à l'offre actuelle. Cela pourrait prendre la forme de tournois et activités organisés par les animateurs dans les différents gymnases la première semaine des vacances scolaires (la seconde serait préservée pour les programmes associatifs), et de sorties culturelles la seconde

Expérimenter l'ouverture d'équipements publics en soirée pour les jeunes (dont gymnases), de telle sorte à ce qu'ils ne soient pas contraints de rester dans la rue pour sociabiliser

Créer des lieux de citoyenneté, de débat et d'éducation à l'esprit critique pour les jeunes (conseils de la jeunesse, de la vie étudiante etc)

Créer un studio d'enregistrement accessible aux jeunes gratuitement dans l'une des futures maisons de quartier

SPORT

- **Promouvoir un sport populaire et accessible à toutes et tous**
- **Soutenir les infrastructures sportives et sortir le sport des logiques marchandes**

PROMOUVOIR UN SPORT POPULAIRE ET ACCESSIBLE À TOUTE ET TOUS

Renforcer l'accessibilité de la pratique sportive : Mettre en place la gratuité totale des équipements sportifs municipaux pour les jeunes de moins de 18 ans, et soutenir financièrement les clubs sportifs afin de leur permettre de proposer la gratuité pour ces publics (à raison d'un sport par jeune au choix)

Travailler en lien avec les associations sportives et les habitantes afin d'améliorer les offres de sports et loisirs destinées aux jeunes filles et aux femmes, et soutenir la pratique sportive mixte

Organiser des événements comme des courses solidaires, des balades à vélo collectives, ou des tournois de sports populaires afin de renforcer les liens sociaux et encourager la pratique du sport sans pression de performance

Remettre en place le tournoi international de Pâques de foot, supprimé par la majorité municipale actuelle

Moderniser et rendre accessibles les terrains de sport de pratique libre (city-stades) existants à toute heure et en créer dans les quartiers n'en disposant pas

Proposer un programme sportif gratuit durant les vacances scolaires à destination des adolescents, afin de répondre à une demande largement supérieure à l'offre actuelle. Cela pourrait prendre la forme de tournois et activités organisés par les animateurs et animatrices dans les différents gymnases

SOUTENIR LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET SORTIR LES SPORTS DES LOGIQUES MARCHANDES

Rénover, améliorer et moderniser les équipements sportifs publics de proximité existants : la piscine, le skate-park, le gymnase Racine, le terrain de Rugby du Stade Racine, et le Stade Nelson Paillou, Léo-Lagrange

Rendre accessibles les installations sportives scolaires aux associations en dehors des horaires d'ouverture des établissements scolaires, y compris pendant les vacances

Mettre gratuitement à disposition des associations sportives clicheoises le centre Camille Muffat, actuellement réservé aux cérémonies municipales et événements privés

CULTURE

- **Permettre à toutes et tous de s'émanciper par la culture**
- **Soutenir la création artistique locale et la liberté de création**

PERMETTRE À TOUTES ET TOUS DE S'ÉMANCIPER PAR LA CULTURE

Favoriser l'implication citoyenne en matière de programmation artistique ; développer des projets d'éducation populaire

Rendre la culture accessible à toutes et tous : mettre en place un pass culture clicheois réservé aux jeunes précaires, distribué via la mission locale et les centres sociaux, qui permettrait d'accéder gratuitement à un catalogue culturel local (cinémas, ateliers associatifs...), et associé à de la médiation culturelle

Permettre au plus grand nombre d'accéder à un enseignement et une pratique artistique au conservatoire Léo Délibes en revoyant la tarification afin de mettre en place notamment la gratuité totale pour les publics précaires

Démarchandiser le fait culturel, et en particulier, proposer un projet alternatif au coûteux projet d'événementiel privé au Théâtre Rutebeuf : une réhabilitation simple et qui soit accessible à tous les habitants

Faire entrer l'art à l'école : développer des jumelages entre les structures culturelles et les écoles ; ouvrir des résidences d'artistes en milieu scolaire ; développer des programmes d'éveil culturels comme Adolescence et Territoire ; développer les activités artistiques et culturelles dans les centres de loisirs et crèches

Créer une Maison de jeunesse et de la culture (MJC), qui n'aura pas vocation à être uniquement un lieu de « consommation » de l'art mais aussi d'éducation populaire, de mixité culturelle et de mise en question des hiérarchies culturelles existantes. En partenariat avec les centres sociaux, équipements culturels, associations et artistes locaux

Renforcer les liens entre les associations clicheoises, les écoles maternelles et primaires, et les équipements culturels, afin de construire des projets ambitieux d'action culturelle pour les élèves clicheois dans leur ville
Refonder les maisons de quartier et y proposer une programmation artistique et culturelle : projections de films, club de lecture, rencontres avec des artistes...

Créer un service culturel au sein du CCAS, afin de proposer des sorties et événements culturels aux personnes suivies par le CCAS, avec un quota de places gratuites au sein des lieux culturels municipaux à leur destination

Donner une identité et une visibilité culturelle à la ville par la création d'un événement annuel au contenu humaniste et antifasciste

Constituer des groupes d'« ambassadeurs·rices » (étudiant·es, résident·es d'EHPAD, jeunes suivi·es par la mission locale...) habitant·es de tous âges et tous quartiers attaché·es aux lieux de culture de la ville, qui pourront participer à la programmation culturelle de la Ville, et la diffuser auprès de leur entourage

Mettre en place une équipe de médiateurs·rices culturels municipaux, avec l'ambition de co-créeer des projets culturels avec les habitant·es

Créer une bourse municipale pour les 15-25 ans porteurs de projets culturels ou artistiques

SOUTENIR LA CRÉATION ARTISITIQUE ET LA LIBERTÉ DE CRÉATION

Soutenir les artistes locaux : mettre à disposition des lieux vacants pour proposer des espaces de création, exposition et d'université populaires ; faire appel à des artistes locaux pour l'ensemble de la vie municipale (fête de quartier, projets d'aménagements...)

Appliquer le 1 % artistique, c'est-à-dire la commande d'œuvres d'art dans la construction et la rénovation de chaque bâtiment public et prévoir des actions de médiation culturelle autour des œuvres installées

Pérenniser les moyens dédiés à la politique culturelle via des conventionnement pluriannuels avec les associations et structures culturelles locales et un soutien financier accru

Intégrer le centre Odysée (médiathèque et cinéma) aux « équipements culturels structurants » du département, afin de pouvoir mener des projets culturels d'envergure sur la ville

Mettre en place un grand projet municipal de valorisation de la mémoire clichoise (recueil de récits dans les EHPAD, mémoire ouvrière, femmes, quartiers populaires) et création d'une exposition photographique et d'un podcast permettant de mettre en valeur ce patrimoine et matrimoine populaire

Créer un groupe de travail au sein des élu·es municipaux pour aller chercher des financements européens (FSE+) afin de construire des projets culturels et sociaux pour la ville

Protéger la liberté de programmation des lieux culturels clichois en revoyant les conventions avec le cinéma et le théâtre municipaux

ÉDUCATION

ACTIVITES PÉRISCOLAIRES

CANTINE

PETITE ENFANCE

- **Rendre l'école accessible et rétablir l'égalité des chances**
- **Soutenir les activités périscolaires, véritable lien social**
- **Développer une restauration publique de qualité, bio, locale et accessible**
- **Garantir le droit des enfants et entendre leur voix**
- **Petite enfance : améliorer l'offre de garde et accompagner la parentalité**

RENDRE L'ÉCOLE ACCESSIBLE ET RÉTABLIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Engager un rapport de force politique avec les autres villes de gauche à l'échelle départementale afin de préserver le nombre de classes à Clichy et exiger plus de transparence sur les chiffres.

Lancer un « plan anglais » pour une véritable initiation dans toutes les écoles publiques, maternelles et élémentaires, afin que l'accès à l'apprentissage de la langue ne soit plus réservé aux élèves des écoles privées comme c'est le cas actuellement

Lutter contre les petits frais scolaires : organiser chaque année un don de fourniture scolaires gratuites pour chaque enfant (toutes sections). Actuellement, certaines écoles le font et d'autres non, ce qui entraîne une rupture d'égalité entre les enfants du territoire

Supprimer immédiatement toutes les aides extra légales à l'enseignement privé et refuser toute aide financière à la construction ou la rénovation d'établissements scolaires privés

Restructurer les cours d'écoles avec un projet adapté à chacune d'elles en concertation avec l'équipe éducative, les directeurs et directrices et les représentant·es de parents, avec un objectif général de végétalisation, d'installation de potagers et de revêtements anti-bruit (pour Fratellini, Mendes, Prévert)

Entretenir le bâti des écoles notamment dans une démarche de développement durable (isolation) et veiller à ce que les demandes d'interventions techniques reçoivent une réponse dès le premier signalement d'une détérioration

Mettre en place des agents de sécurité et de prévention à chaque passage piéton aux heures d'entrée et de sortie des classes

Répondre aux problèmes de gestion du personnel en procédant à une restructuration des pôles afin de régler entre-autres la mauvaise gestion du matériel scolaire (dont manque chronique de savon dans les toilettes)

Scolariser et ouvrir la cantine à tous les enfants présents sur le territoire communal, dont les voyageurs, et les enfants de familles en habitat atypique (squats, hôtels sociaux...). Leur garantir le plein exercice de leurs droits civils en facilitant leur accès à une domiciliation administrative

Améliorer l'encadrement et la qualité des devoirs dirigés en primaire

SOUTENIR LES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES, VÉRITABLE LIEN SOCIAL

Lancer un grand plan de renforcement de l'attractivité des métiers de l'animation afin de recruter à hauteur des besoins et garantir l'accès au centre de loisirs à tous les enfants, notamment en augmentant le nombre de titularisations, en facilitant la progression, en rémunérant le temps de préparation, en améliorant le calcul pour les jours de congés et en offrant plus d'heures aux vacataires

Garantir l'accès au centre de loisirs à tous les enfants via une inscription automatique et un système de réservation plus souple, et assurer la gratuité des activités périscolaires pour les familles les plus précaires

Ramener le taux d'encadrement à 1 animateur·rice pour 8 enfants de moins de 6 ans

Renforcer la place des parents dans la création de l'offre périscolaire: Créer des conseils périscolaires de quartier où les parents, enseignant·es, animateur·rices et enfants participent à la conception des activités

Développer l'offre de colonies sur les vacances scolaires encadrées par les animateur·rices de la ville, et favoriser le développement des classes transplantées (classes de neige, de mer...) et les correspondances internationales avec d'autres établissements

Revoir le barème pour les voyages scolaires afin qu'aucun enfant de famille précaire ne soit laissé pour compte

Développer le financement à destination des associations culturelles, sportives et citoyennes afin qu'elles interviennent en temps périscolaire

Développer des activités de sensibilisation écologique (jardinage, balades en nature) **et citoyennes** (découverte des cultures du monde, programme d'éducation à l'égalité et à la lutte contre le racisme...)

Créer un lien pédagogique direct entre la terre et l'assiette en organisant des ateliers d'éducation au goût via l'ouvertures de jardins potagers biologiques ou de serres cultivés par les élèves dans les écoles

DÉVELOPPER UNE RESTAURATION PUBLIQUE DE QUALITÉ, BIO, LOCALE ET ACCESSIBLE

Négocier un changement du cahier des charges du SIVU chargé de la restauration collective Co.Cli.Co afin de :

- repasser à 5 éléments par élève,
- augmenter la part de produits bruts, bio et locaux,
- revoir le conditionnement afin d'aller vers un objectif zéro plastiques,
- intégrer une option végétarienne pour chaque repas dans la restauration scolaire et collective ainsi que dans les événements municipaux et se fixer l'objectif de deux repas végétariens pour tou·tes par semaine

Mettre en place la gratuité progressive de la cantine, en commençant par les familles sous le seuil de pauvreté, et proposer un petit déjeuner et un goûter équilibrés et gratuits dans toutes les écoles pour qu'aucun enfant n'ait le ventre vide

Remettre à plat le système de réservation des repas, qui empêche toute flexibilité (dé-réservation impossible à moins de 5 jours), et aller vers un système de badgage le jour même

Lutter contre les gâchis en mettant en place un dispositif de partage des aliments consommables (soutien aux associations de collecte des invendus, vente à faible coût des repas restants de la restauration scolaire...). Cela passe par une réflexion sur le conditionnement

Augmenter le nombre d'Agents de restauration scolaire (ARE), actuellement en sous-effectif, afin d'assurer correctement le service auprès des enfants

Faire en sorte qu'une troisième ville rejoigne le Co.Cli.Co, qui rassemble aujourd'hui Clichy et Colombes, afin de réaliser des économies d'échelle et permettre une baisse des coûts

GARANTIR LE DROIT DES ENFANTS ET ENTENDRE LEUR VOIX

Restructurer les aires de jeux sur les espaces communaux et mettre en place un réseau de lieux labellisés « amis des enfants » (équipements culturels et sportifs, parcs, commerces...)

Créer une délégation spécifique aux droits des enfants dans les mairies

Consulter les enfants sur l'aménagement des parcs, les transports, ou les projets éducatifs, et garantir que leurs besoins et leurs idées soient pris en compte

PETITE ENFANCE : AMÉLIORER L'OFFRE DE GARDE ET ACCOMPAGNER LA PARENTALITÉ

Développer l'offre d'accueil de la petite enfance en favorisant les structures d'accueil publiques et associatives, en diversifiant les modes d'accueil collectifs et semi-collectifs (halte-garderie, multi-accueil, micro-crèches, relais assistantes maternelles...). Refuser la construction de toute nouvelle crèche privée

Rendre la procédure d'attribution des places en crèches plus transparente et plus rapide en créant un guichet unique de demande de places (crèches associatives, familiales, parentales ou municipales)

Réformer les critères d'attribution afin de reconnaître la monoparentalité comme un critère de priorité sociale

Soutenir et développer l'accompagnement à la parentalité : temps d'échanges entre parents et professionnels, accueils jeux pour les tout-petits, ateliers...

Permettre aux assistantes maternelles de se rencontrer et de renforcer leurs liens en organisant des rencontres

URBANISME

- **Lutter contre l'étalement urbain et la surdensification**
- **Faire revenir la nature en ville**

LUTTER CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN ET LA SUR-DENSIFICATION

Mettre en place un moratoire immédiat sur l'entièreté des permis de construire pendant une durée de 6 mois afin de réfléchir collectivement à un urbanisme raisonné, planifié et qui parte des besoins des habitant·es (concertation citoyenne)

Procéder à un réexamen de tous les permis de construire octroyés au cours des dernières années. Les projets de tours de plus de 6 étages seront bannis, et nous mettrons fin aux Grands Projets Inutiles Imposés (GPII) qui bétonnent Clichy au seul profit des promoteurs pour revenir à une urbanisation à taille humaine

Mettre fin immédiatement aux ventes répétées du patrimoine communal aux promoteurs immobiliers et privilégier la rénovation du bâti existant à la construction d'immeubles pour répondre aux besoins, en mobilisant les outils pour lutter contre la sous-occupation des locaux et la rétention foncière

Mettre en place un plan de réhabilitation urbaine et de dynamisation des quartiers oubliés par la municipalité de droite (dont Bac d'Asnières, Nord, Victor Hugo, Berges de Seine), en partant de diagnostics de quartiers menés avec les habitants. Notamment, aménager et valoriser les berges de Seine

FAIRE REVENIR LA NATURE EN VILLE

Adopter un plan pluriannuel de végétalisation de l'espace public pour promouvoir « trame verte » afin que tout Clichois soit à moins de 300 m d'un espace vert, notamment via la création de jardins partagés en pied d'immeuble et la débetonnisation/végétalisation des écoles

Valoriser les espaces verts existants et le patrimoine arboré de la ville: améliorer la gestion en augmentant les effectifs de gardiennage, fortement réduits au cours des 10 dernières années ; étendre les horaires d'ouverture au public ; et replanter des arbres fruitiers en favorisant les espèces adaptées à l'évolution du climat

Mettre en place une approche urbaine de « ville éponge » visant à favoriser l'absorption naturelle de l'eau de pluie et se prémunir du risque d'inondation et de sécheresse : réduire l'imperméabilisation des sols via la renaturation, restaurer la régénération des écosystèmes des berges pour limiter la submersion, développer des îlots de fraîcheur végétaux, fixer dans tout nouveau projet un coefficient pleine terre minimal

MOBILITÉ

- **Développer les mobilités douces et faire de l'espace urbain un lieu de convivialité**
- **Mener une politique automobile socialement juste**

DÉVELOPPER LES MOBILITÉS DOUCES ET FAIRE DE L'ESPACE URBAIN UN LIEU DE CONVIVIALITÉ

DÉPLACEMENTS À VÉLO

Obtenir des aménagements cyclables cohérents et maillés avec les communes voisines pour éviter un arrêt des axes cyclables aux frontières de villes, comme c'est le cas actuellement du boulevard Victor Hugo et de la porte Pouchet

Développer le stationnement sécurisé pour vélos (boxes, abris-vélos, arceaux) notamment à proximité des services publics et au sein des résidences HLM

Mettre en place des subventions pour l'achat de vélos

Offrir un soutien financier et une solution de relogement à l'atelier de réparation de vélos expulsé du centre Léon Blum afin de proposer des ateliers gratuits aux Clichois-es

Mettre en place un service municipal d'apprentissage du vélo à tarif solidaire à destination des enfants, adolescents ou adultes n'ayant jamais appris ou souhaitant reprendre confiance

Créer une piste cyclable entre la Porte de Clichy et la Porte d'Asnières, le long du boulevard de Douaumont et du fort de Vaux, ce qui permettrait tant de sécuriser la circulation des vélos que d'empêcher les dépôts sauvages d'ordures sur cet axe

Réfléchir à la possibilité de créer une passerelle pour les mobilités douces (piétons et vélos) au dessus du périphérique, le long du pont ferroviaire reliant Clichy au boulevard Rostropovitch en passant à côté de la préfecture de police

DÉPLACEMENTS À PIED

Engager un plan global des déplacements piétons à l'échelle de la ville, après étude de mobilité, afin de développer les zones piétonnes, la piétonisation en cœur d'îlot et les zones de rencontre où la voiture n'a pas la priorité

Rendre les allées Gambetta plus conviviales en transformant les espaces surélevés en lieux de convivialité et de verdure utile, et en piétonnisant les week-ends (sans le retrait des arbres)

Développer les bancs et espaces de repos dans toute la ville pour rendre la ville plus conviviale et faciliter la mobilité des personnes âgées

Réduire l'emprise du stationnement de surface en procédant à un report vers les parkings souterrains, via la rénovation du parc de stationnement souterrain de Hauts-de-Seine Habitat, avec plus de 500 places libérées et à tarif accessible

Aménager les espaces sous le pont du périphérique pour les rendre plus accueillants et vivables

NAVETTE ÉLECTRIQUE

Améliorer « la Navette » (ex TUC), quasiment toujours vide et ne répondant manifestement pas aux attentes des Clichois·es. Repenser les parcours des navettes et leurs fréquences. Favoriser notamment les trajets Chance Milly – Centre Ville et Mairie de Clichy – Leclerc, actuellement délaissés. Réfléchir notamment à la possibilité de basculer sur un service de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite

Porter des revendications au sein de la Métropole du Grand Paris pour modifier les modalités d'application des ZFE (Zones à Faibles Emissions) et demander un moratoire tant que le déploiement des alternatives à la voiture pour se déplacer ne sera pas suffisant

MENER UNE POLITIQUE AUTOMOBILE SOCIALEMENT JUSTE

Porter des revendications au sein de la Métropole du Grand Paris pour modifier les modalités d'application des ZFE (Zones à Faibles Emissions) et demander un moratoire tant que le déploiement des alternatives à la voiture pour se déplacer ne sera pas suffisant

Mettre en place de solutions de stationnement gratuit pour les travailleur·ses aux horaires atypiques ou dont le lieu de travail est mal desservi par les transports

Améliorer la qualité de la voirie municipale : réparation des nids-de-poule, investissements dans les infrastructures et système de signalement citoyen pour des routes sûres et praticables

Proposer une aide municipale pour le passage du permis sous conditions de revenus ; dans un contexte de suppression de la possibilité d'utiliser le CPF pour financer le permis de conduire

Proposer le stationnement gratuit à tous les Clichois·es pendant l'été

Remettre en place une vraie voie de taxis

Toutes les villes souffrent d'un même problème récurrent, un manque de suivi de chantiers publics et d'entretien des équipements municipaux au service des habitants. **Créer, au sein des services techniques, une équipe de deux agents dédiée au suivi, dans toute la ville, des fins de chantiers et de la vérification de l'entretien des équipements publics** (lampadaire, jeux pour enfants dans les parcs...) et des espaces municipaux (salles de sport, toilettes publiques, ...)

PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

- **Développer le logement durable et les énergies renouvelables**
- **Anticiper les catastrophes naturelles et les risques écologiques**
- **Clichy ville responsable engagée dans la bifurcation écologique et la dépollution du monde**
- **Lutter contre la pollution visuelle, lumineuse et auditive**

DÉVELOPPER LE LOGEMENT DURABLE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Adopter un plan de développement des énergies renouvelables (solaire, géothermie) en s'appuyant sur les associations citoyennes, les coopératives, une société publique locale (SPL) proposant un tarif social et progressif de l'énergie

Mettre en place un grand plan de rénovation énergétique des bâtiments publics, notamment des 36 écoles et 3 gymnases, actuellement passoires énergétiques, et accélérer la rénovation énergétique des logements sociaux en partenariat avec les bailleurs

Accompagner les copropriétés privées dans leurs travaux de rénovation thermique via la mise en place d'un guichet unique pour simplifier les démarches (accompagnement au montage de dossier et à la recherche de subventions, possible complément financier de la commune)

Adopter une charte de construction durable contraignante pour les travaux de la commune incluant l'utilisation de matériaux biosourcés comme la paille, le bois ou la terre crue

Repenser la gestion du chauffage urbain afin de supprimer le chauffage au fioul, et au gaz en un mandat pour les bâtiments publics, et leur remplacement pour des réseaux de chaleur urbain et des pompes à chaleur ou des chauffages électriques

Pousser au développement de réseaux de chaleur et de froid urbains produits, au maximum, grâce aux énergies renouvelables (notamment récupération de la chaleur urbaine des métros, data centers, eaux usées...) et avec un mode de gestion public pour donner accès aux habitant·es à une méthode de chauffage plus décarbonée et à des tarifs contrôlés

ANTICIPER LES CATASTROPHES NATURELLES ET LES RISQUES ÉCOLOGIQUES

Mettre en place un plan résilience grandes catastrophes pour permettre l'adaptation à +4 degrés et la protection des populations vulnérables en cas de canicule ou d'inondation. Le plan inclura la création de lieux d'accueil adaptés pour les personnes vulnérables en cas de canicule, l'installation de fontaines à eau dans l'espace public et le renforcement de la perméabilité urbaine

Constituer des réserves stratégiques de biens essentiels (médicaments, denrées non périssables...)

Actualiser le plan de prévention des risques inondations (PPRi), fondé sur des données historiques, afin de prendre en compte les effets à venir du réchauffement climatique, incluant notamment un diagnostic d'exposition et de vulnérabilité climatique des réseaux critiques et infrastructures. L'approche sera scientifique et impliquera les experts des Groupes régionaux d'évaluation climatique (GREC)

Étudier la possibilité de constituer une réserve citoyenne de protection civile dédiée à des missions de proximité en lien avec les associations déjà existantes, afin de faire face à des événements exceptionnels

CLICHY VILLE RESPONSABLE ENGAGÉE DANS LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE ET LA DÉPOLLUTION DU MONDE

Instaurer la règle verte communale selon laquelle les activités polluantes et écocides se verront refuser permis et autorisations, en s'appuyant sur un débat citoyen d'orientation écologique

Dès l'arrivée au pouvoir, réaliser en lien avec les habitants un état des lieux complet des pressions exercées par l'activité communale sur l'environnement (émissions de gaz à effet de serre, pollutions, déchets)

Élaborer une trajectoire de réduction des émissions des gaz à effet de serre compatible avec l'Accord de Paris pour le patrimoine et les services publics

Sortir de l'usage des produits chimiques (toxiques, perturbateurs endocriniens) dans les crèches, écoles, maisons de retraite, bâtiments municipaux et intercommunaux ; garantir l'application du « zéro phyto » partout, notamment dans les jardins partagés en lien avec les habitants

Développer des « mines urbaines » municipales (composteurs publics d'usage collectif) afin de généraliser la collecte et le compostage des biodéchets

LUTTER CONTRE LA POLLUTION VISUELLE, LUMINEUSE ET AUDITIVE

Proposer une révision du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de l'EPT, en plaidant pour des règles plus strictes notamment en matière d'écrans numériques sur l'espace public, de publicités aux abords des établissements scolaires, de limitation de la taille des panneaux

Réguler l'éclairage : installer un système d'éclairage adaptatif, avec des lampadaires restent tamisés et s'éclairent pleinement uniquement lorsqu'une présence est détectée, pour concilier sécurité et sobriété énergétique

Conduire une mobilisation avec les bailleurs sociaux pour financer et engager un plan d'isolation phonique du parc HLM

SURETÉ ET TRANQUILLITÉ

- **Développer une police municipale accessible et de proximité**
- **Favoriser la prévention**
- **Lutter contre le trafic de stupéfiants**

DÉVELOPPER UNE POLICE MUNICIPALE ACCESSIBLE ET DE PROXIMITÉ

Cesser le recours excessif aux amendes au profit d'actions de prévention et d'accompagnement des habitant·es

Renforcer la présence de la police municipale sur le terrain dans tous les quartiers, notamment à travers des patrouilles à pied et en VTT régulières avec une vocation d'accompagnement et d'écoute des citoyen·nes

Installer des annexes de la police municipales mobiles ou semi-permanents dans certains quartiers isolés (dont quartier nord, Fournier, Sanzillon) afin de favoriser le dialogue entre les habitant·es et agents de la police municipale et de recueillir leurs doléances (et non dans l'objectif d'instaurer un surcontrôle de ces habitant·es)

Former les policiers municipaux à la médiation, à la désescalade et aux enjeux sociaux des différents tissus locaux afin de savoir répondre aux mieux aux besoins des habitants. Former également à la relation avec le public dans les contextes sensibles (jeunesse, précarité, santé mentale, violences sexuelles...)

Organiser des rencontres entre la police municipale et les élèves des collèges et lycées afin de faire connaître le rôle des agents, favoriser la compréhension mutuelle et instaurer un lien de confiance dès le plus jeune âge

Organiser des tournois de sport entre policiers municipaux, nationaux et collégiens et lycéens afin de renforcer les liens

Organiser des portes ouvertes au poste de police municipale

FAVORISER LA PRÉVENTION

Remettre en place des médiateurs·rices de quartier, recruté·es de manière sélective, formé·es et déjà reconnu·es par la jeunesse clivoise, notamment issus du monde du sport ou des initiatives jeunesse

Mettre en place des binômes agent + médiateur·rice dans certains secteurs afin de favoriser l'apaisement, la prévention et le traitement des conflits de voisinage

Mettre en place des binômes agent + médiateur·rice dans certains secteurs afin de favoriser l'apaisement, la prévention et le traitement des conflits de voisinage

Mettre en place des «rondes citoyennes» mensuelles : un·e élu·e, un ou deux policiers municipaux et des habitant·es font le tour du quartier pour identifier les problèmes et construire ensemble des réponses adaptées

Renforcer le soutien aux éducateurs de l'Essor, indispensables à la cohésion sociale

Initier un dispositif de médiateur·rices de nuit avec un numéro municipal dédié

Lutter contre le contrôle au faciès en demandant l'expérimentation par la police nationale du récépissé de contrôle d'identité sur le territoire communal ou intercommunal : la sûreté, c'est aussi la garantie des libertés publiques contre l'arbitraire

Développer les actions d'accompagnement aux victimes de violences conjugales et intra-familiales, notamment en soutenant financièrement les associations d'accompagnement des victimes (dont l'Escale Solidarité Femmes) et en développant en lien avec l'État et la justice des mesures d'éloignement des conjoints violents

LUTTER CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Renforcer le suivi sanitaire et social des usagers de drogue afin de réduire les pratiques et les consommations à risque

Proposer un plan de prévention des conduites addictives, de réduction des risques et dommages et de soin aux personnes dépendantes : psychologie, logement, substitution, accès aux soins primaires et sensibiliser les consommateurs aux impacts de leur consommations sur la tranquillité et la sûreté

Proposer des formations au collège et au lycée pour alerter sur les risques de la consommation mais également sur les techniques des dealers pour faire entrer les plus jeunes dans les trafics et les contraindre à y rester (corruption, menace, etc)

Proposer des formations ouvertes à toutes et tous pour permettre aux parents de repérer des signes avant-coureurs de fragilité pour leurs enfants, qu'ils s'agissent de l'entrée dans la consommation ou dans les trafics

Proposer des « parcours de sortie de la délinquance » en accompagnant les dealers ou ex-dealers vers des parcours de réinsertion sociale et professionnelle hors des trafics et de l'argent de la drogue

ÉCONOMIE LOCALE

- Favoriser l'économie locale en défendant les commerces de proximité face aux géants de la grande distribution
- Soutenir l'emploi clicois et lutter contre le chômage
- Favoriser l'économie sociale et solidaire

FAVORISER L'ÉCONOMIE LOCALE EN DÉFENDANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ FACE AUX GÉANTS DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Empêcher la construction de toute nouvelle grande surface et ainsi permettre aux commerces de proximité de prospérer (via une modification du plan local d'urbanisme (PLU) et du schéma de cohérence territoriale (SCOT)). Utiliser le droit de préemption de la mairie pour favoriser les commerces indépendants

Favoriser l'ouverture de commerces de proximité (librairies, boulangeries, épiceries, cafés..), en particulier dans les zones sous dotées (notamment Berges de Seine, boulevard Victor-Hugo, ou, pour l'alimentation, à Bac d'Asnières ou vers la résidence Atrium, où les habitant·es sont contraint·es de faire leurs courses à Levallois) ; notamment via la mise en place d'un dispositif de consommation subventionnée la première année de l'ouverture du commerce

Favoriser l'installation des entreprises qui font l'effort de minimiser leur impact sur l'environnement, d'avoir recours à des circuits courts, de proposer du vrac ou dont le fonctionnement est horizontal (coopératives). (Notamment via un abaissement de leur taxe foncière)

Mettre en place une monnaie locale soutenue par la mairie pour encourager à la consommation locale

Favoriser le développement des terrasses pour les bars et restaurants en simplifiant les autorisations et en baissant le coût des redevances municipales

SOUTENIR L'EMPLOI CLICHOIS ET LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

Actionner tous les leviers pour favoriser l'emploi local de qualité, non délocalisable et répondant aux besoins de la collectivité (services aux personnes âgées, gestion des déchets...)

Faire entrer les quartiers Bac d'Asnières, Nord et Beaujon dans le dispositif « territoires zéro chômeur de longue durée » afin de développer une politique locale de garantie d'emploi

Mettre en place une maison municipale de l'emploi pour l'aide aux démarches

Créer des espaces publics de travail partagés au cœur des quartiers permettant aux habitant·es de bénéficier à moindre coût de matériels et d'espaces utiles au développement de leur activité professionnelle (bureaux, photocopieuses, salles de réunion, etc.) et de services mutualisés (crèches, espaces de restauration, cafés, etc)

Embaucher un·e expert·e en reprise d'entreprise au niveau intercommunal pour accompagner et soutenir les salarié·es pour la reprise d'entreprises, notamment en SCOP

Refuser le recours aux travailleur·ses détaché·es, en surveillant les clauses d'emploi et de sous-traitance des appels d'offre

FAVORISER L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Favoriser l'économie circulaire en incitant au réemploi et en soutenant les recycleries et ateliers de réparations associatives et publiques, et mettre en place une ressourcerie municipale permettant la collecte et la valorisation des objets du quotidien

Favoriser la création de services d'échanges locaux (SEL) en mettant à disposition des citoyen·nes des plateformes dédiées

Créer des coopératives d'activité et d'emploi (CAE) pour favoriser le développement de l'ESS et introduire des économies d'échelle pour lutter contre le gaspillage du capital : services mutualisés, bureaux ou locaux de stockage collectifs...

VIE LOCALE ASSOCIATIVE

- **Faire de Clichy une ville qui rassemble et relancer la convivialité dans tous les quartiers**
- **Encourager la vie associative, grande victime de la majorité municipale de droite**

FAIRE DE CLICHY UNE VILLE QUI RASSEMBLE ET RELANCER LA CONVIVIALITÉ DANS TOUS LES QUARTIERS

Recréer et moderniser les fêtes de quartiers et événements festifs, et développer un calendrier annuel d'animations régulières pour tous les âges et tous les goûts

Renforcer la vie nocturne de la ville en étendant les horaires de fermeture des bars et épiceries. Créer des postes d'agents de la ville itinérants à pied qui permettraient d'atténuer les nuisances

Permettre aux Clichois et Clichaises de louer des salles municipales pour leurs festivités

ENCOURAGER LA VIE ASSOCIATIVE, GRANDE VICTIME DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE DE DROITE

Dégager du foncier pour permettre au secteur associatif de se développer à Clichy

Généraliser le prêt gratuit des infrastructures municipales aux associations et collectifs (salles polyvalentes, gymnases, etc)

Ouvrir les écoles municipales aux associations le week-end

Élaborer des chartes éthiques pour ne pas mettre en concurrence les associations et définir des objectifs partagés associations/communes

Généraliser les conventions pluriannuelles, financer les associations à hauteur du travail qu'elles fournissent et ne pas les utiliser comme moyen de faire de la délégation de service au rabais

Proposer aux associations d'avoir accès gratuitement au centre de vacances municipal Messelan (Frouville) hors vacances scolaires

Valoriser le centre de vacances municipal Messelan (Frouville) en procédant à une modernisation et en proposant aux associations d'y avoir accès gratuitement hors vacances scolaires

DÉMOCRATIE LOCALE

- **Placer la voix des Clichaises et Clichois au cœur des politiques de la ville**
- **Faire vivre le contrôle démocratique des élus et la vie politique et syndicale**
- **Abolir les privilèges et la corruption**

FAVORISER L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Convoquer des référendums locaux pour les grands projets structurants pour la commune (aménagement, temps périscolaires, tarifs des services municipaux...), dont le conseil municipal s'engagerait à respecter le résultat, sous réserve de l'atteinte d'un quorum de participation

Donner aux citoyen·nes la possibilité d'organiser des Référendums d'initiative citoyenne locaux (RIC) via une procédure en trois phases :

- 1· dépôt des projets ayant réuni la signature d'au moins 10% des habitant·es
- 2· débats publics contradictoires éclairés par des spécialistes
- 3· vote décisionnaire citoyen

Mettre en place des échanges réguliers permettant à l'ensemble des citoyen·nes de participer à la réflexion collective : commissions extra-municipales, assemblées citoyennes indépendantes, enquêtes participatives, marches exploratoires citoyennes, cahiers de doléances...

Mettre en place des conseils de quartier citoyens composés d'habitant·es, dont une partie tirée au sort, pilotés par les citoyens eux-mêmes (et non les élus), dotés d'un budget participatif en fonctionnement et en investissement, ouverts à tout·es les habitant·es de plus de 16 ans. Ils associeront les habitant·es au quotidien de la ville (travaux, propreté, sécurité, vie des quartiers, fêtes) et feront l'objet de visites annuelles du maire. Ils proposeront une garde d'enfants pour permettre à toutes et tous de participer à la politique locale

Augmenter le montant des budgets participatifs, actuellement faibles à Clichy au regard de ceux consacrés par les villes de taille équivalentes (200 000 euros / 48 M d'investissement total). Le montant plancher sera de 10% du budget d'investissement avec un objectif d'aller vers 25 % hors investissements contraints

Faciliter l'interpellation des élu·es de la part des citoyen·es : permanences des adjoint·es de quartier organisées dans les quartiers

Faire signer aux élu·es une charte dans laquelle ils et elles s'engagent individuellement à respecter une votation sur leur révocation dans le cas où 10 % du corps électoral signe une pétition vérifiée le demandant

Créer un droit d'initiative populaire permettant d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal des sujets soutenus par des habitant·es via la signature de pétitions recueillant au moins 5 % des habitant·es

Permettre aux citoyen·es d'assister physiquement à chaque conseil municipal, et non via une retranscription vidéo dans une salle annexe comme c'est le cas actuellement sous la majorité Muzeau, et décaler les horaires des conseils municipaux aux soirées

Ouvrir l'ensemble des instances participatives aux mineur·es de plus de 16 ans et aux étranger·es résidant sur le territoire communal / Accorder le droit de vote aux mineur·es de plus de 16 ans et aux étranger·es résidant sur le territoire communal lors des votations citoyennes

FAIRE VIVRE LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES ÉLUS ET LA VIE POLITIQUE ET SYNDICALE

Faciliter l'exercice du droit de propositions des élu·es de l'opposition comme de la majorité (ordre du jour, droit d'amendement, motions...) et ouvrir aux habitant·es un temps de questions lors de chaque conseil municipal

Faire vivre l'expression démocratique locale : faciliter la réservation de salles par les syndicats et partis politiques hors périodes électorales, augmenter le nombre d'emplacements destinés à l'affichage d'opinion, et mettre fin aux interdictions de distribution de tracts et de rassemblement dans l'espace public

Développer la vie syndicale : associer les organisations syndicales à la vie communale et développer les maisons des syndicats

Développer activement l'éducation populaire afin d'armer les citoyens d'outils théoriques pour comprendre le fonctionnement d'une ville, et plus largement, pour se former aux questions politiques (environnement, égalité, etc)

ABOLIR LES PRIVILÈGES ET LA CORRUPTION

Exiger des élu·es qu'ils publient leurs rendez-vous avec des représentant·es d'intérêts privés et qu'ils et elles refusent tout avantage en nature venant d'entreprises

Encadrer l'usage des frais de réception pris en charge par les finances municipales (qui ont explosé sous Muzeau) afin d'empêcher qu'ils soient utilisés pour des événements uniquement destinés à la majorité ou pour un événement privé

SERVICES PUBLICS

- **Développer les services publics de la ville et améliorer leur accès**
- **Défendre les services publics actuellement menacés par la municipalité de droite**

DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS DE LA VILLE ET AMÉLIORER LEUR ACCÈS

Mettre en place un plan de retour en régie publique des communs essentiels comme la gestion de déchets ou la gestion du stationnement, après avoir réalisé une revue générale de toutes les Délégations de services publics au secteur privé (DSP), de tous les Partenariats publics privés (PPP) et de toutes les Sociétés publiques locales (SPL)

Créer une mission d'audit citoyen des services publics pour évaluer les services publics communaux et leur accessibilité, formée d'élus et de citoyen·nes et installer des comités des usagers des services publics délibérant sur leurs évolutions et les choix qui les concernent

Lutter contre les pénuries dans le secteur public (notamment des animateurs) en organisant un grand plan de renforcement de l'attractivité et d'amélioration des conditions de travail (voir partie agents publics)

Garantir un véritable contrôle citoyen de la gestion des services publics locaux, notamment en ouvrant la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) à toutes les associations et aux citoyen·nes qui le souhaitent

Limiter le recours à des cabinets de consultants hors de prix en développant l'emploi scientifique (thèses CIFRE, contrats de volontariat territorial en administration, etc.) et en recourant aux expertises publiques mises à disposition des collectivités (CEREMA, ONF, ADEME, CSTB)

Ouvrir de nouveaux services publics pourvoyeurs d'emplois (centre vétérinaire, ateliers de transformation ...)

Mettre en place un grand plan pour garantir le droit à l'eau :

- Négocier fermement avec l'EPT, le SEDIF et Veolia la gratuité des 15 premiers mètres cubes indispensables à la vie. A l'échelle communale, mettre en place un dispositif de compensation sociale pour les foyers modestes
- Préparer et engager le plus tôt possible la transition vers une gestion publique, démocratique et écologique de l'eau

Développer la flotte d'autocars appartenant à la ville afin de couvrir l'entièreté des sorties scolaires et de permettre la mise à disposition gratuite aux associations sportives (notamment pour leurs déplacements pour tournois et compétitions), et rompre le contrat actuel avec la Savac, entreprise privée de déplacements en autocar

DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS ACTUELLEMENT MENACÉS PAR LA MUNICIPALITÉ DE DROITE

La municipalité de droite souhaite privatiser la gestion de l'assainissement en la confiant à Suez, qui pratique des tarifs exorbitants et qui est connu pour son absence d'entretien chronique des réseaux d'égouts. Nous bloquerons ce projet : l'assainissement doit rester public !

La municipalité actuelle souhaite privatiser les ATSEM (en charge d'assurer l'hygiène et la sécurité des jeunes enfants). Nous protégerons les ATSEM et nous renforcerons leur nombre afin de parvenir à l'objectif d'un ATSEM à temps plein par classe

HANDICAP

- **Rendre la commune réellement accessible**
- **Lutter contre le validisme**

RENDRE LA COMMUNE RÉELLEMENT ACCESSIBLE

Mieux penser la voirie pour la rendre accessible pour toutes et tous (implantation de candélabres, bateaux de trottoir pour tous les passages piétons, information en amont concernant les travaux)

Mettre en place un plan pluriannuel de renforcement de l'accessibilité des bâtiments publics (dont commissariat) et logements municipaux et former les agent·es en lien avec le public à l'accueil des personnes en situation de handicap

Mener une bataille politique et institutionnelle auprès de la RATP et d'Île-de-France Mobilités pour obtenir **l'installation d'ascenseurs pour l'accès à la ligne 13 et sur le parvis du Leclerc pour l'accès à la ligne 14, et la mise en conformité de la station avec les exigences d'accessibilité**

Inciter les commerçant·es et entreprises locales à utiliser l'aide à l'accessibilité pour rendre leurs locaux conformes aux normes (actuellement trop peu sollicitée) : accompagnement personnalisé, démarches simplifiées, et mise en avant des commerces qui la sollicitent par la mise en place du label « Commerce accessible ». Cesser la délivrance de permis de construire aux commerces avec une marche à l'entrée de leur local

LUTTER CONTRE LE VALIDISME

Favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap dans les crèches publiques et à l'école, notamment en créant un dispositif d'Accompagnants d'élèves en situation de Handicap AESHmunicipaux, actuellement inexistant

Améliorer les conditions d'accueil des enfants en situation de handicap dans le périscolaire en créant un métier « d'animateur·trice inclusion » et en garantissant l'affectation d'un animateur à chaque enfant en situation de handicap

S'assurer de l'accessibilité de toutes les communications institutionnelles (langage facile à lire et à comprendre, sous titrage, LSF, version audio, usage du braille)

Respecter les obligations de la commune en matière d'emploi, à tous niveaux de responsabilités, de personnes handicapées

Favoriser les bourses à matériel médical (fauteuil roulant, planches de transfert...) et ateliers de réparation

Créer des commissions locales d'accessibilité et des autorités organisatrices

Favoriser la pratique du handisport toute l'année en soutenant les clubs de pratique sportive adaptée

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- **Clichy, ville inclusive engagée contre toutes formes de discriminations**
- **Faire de Clichy une ville féministe où l'égalité femme-homme est promue à tous les échelons**

CLICHY, VILLE INCLUSIVE ENGAGÉE CONTRE TOUTES FORMES DE DISCRIMINATIONS

Créer un Observatoire communal ou intercommunal des discriminations (notamment racisme, islamophobie et antisémitisme), co-géré avec les associations et les habitant·es, doté d'un budget participatif, pouvant mettre en œuvre des actions de testing, des cafés citoyens, etc

Constituer la municipalité (la maire et/ou le président de l'EPCI) partie civile des plaintes des victimes de racisme, sexisme et LGBTIphobie

Mettre en place une grande campagne de formation à la lutte contre les discriminations à destination de tous les élu·es et agents municipaux (animateurs, état civil, policiers municipaux, personnel de crèches...) et au sein des établissements scolaires et centres de loisirs

Mettre en place un référent pour les victimes de discriminations dans les postes de police municipaux

Assurer l'absence de discriminations à l'emploi dans la collectivité en mesurant les discriminations, en sensibilisant le personnel et en réévaluant les processus de recrutements si nécessaire

Soutenir financièrement les associations de lutte contre les discriminations

Refuser l'utilisation dévoyée de la laïcité comme une arme anti-religion ou un outil de discrimination islamophobe, et la renforcer pour ce qu'elle est vraiment : la séparation des églises et de l'État. Interdire aux élu·es d'assister aux cérémonies religieuses au titre de leurs fonctions

Lutte contre la LGBTI-phobie : former les agents des CCAS/CIAS sur l'accueil et l'accompagnement des publics LGBTI et favoriser la création d'espaces inclusifs au sein des centres d'hébergement gérés/crétés par les CCAS/CIAS

FAIRE DE CLICHY UNE VILLE FÉMINISTE OÙ L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME EST PROMUE À TOUS LES ÉCHELONS

METTRE EN PLACE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DES FEMMES

Travailler en lien avec les associations sportives et les habitantes afin d'améliorer les offres de sports et loisirs destinée aux jeunes filles et aux femmes, et soutenir la pratique sportive mixte

Mettre en place des distributions gratuites de protections menstruelles dans les lieux publics, et en particulier les collèges, au lycée, au sein du CCAS, au Club Ado et aux toilettes municipales publiques

S'assurer de la prise en charge dans les centres de santé des problématiques spécifiques des femmes, et notamment de la prise en charge de l'endométriose

Instaurer un budget sensible au genre pour garantir la prise en compte des femmes dans les politiques publiques. Cela passe par l'adoption d'une Analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans l'évaluation des besoins

VALORISER LA PLACE DES FEMMES

Nommer un nombre égal de femmes et d'hommes à la présidence et aux vice-présidences des commissions municipales, et adopter une vigilance particulière dans la répartition des fonctions pour déconstruire les préjugés de genre

Créer un observatoire « femmes et vie locale » dont le rôle sera de veiller à la valorisation des femmes dans les événements municipaux et l'application des décisions dans ce domaine

Empêcher les publicités sexistes ou dénigrantes sur l'espace public

Etablir le principe d'une représentation égale de femmes et d'hommes aux forums, colloques et instances décisionnelles auxquelles la ville participe

LA VILLE COMME EMPLOYEUR

- **Améliorer le statut et les conditions de travail des agents municipaux**
- **Renforcer le pouvoir d'achat des agents municipaux**
- **Agir pour l'égalité femmes-hommes et le bien être des femmes employées par la ville**

AMÉLIORER LE STATUT ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS MUNICIPAUX

Faciliter la conciliation travail – vie personnelle : renforcement du télétravail ; mise en place de mesures garantissant le droit à la déconnexion ; modification des horaires des réunions de services pour éviter qu'elles ne soient trop tardives ; expérimentation visant à autoriser les agents à venir avec leur chien au travail

Mettre en place les 32h pour les agents soumis à des travaux pénibles ou de nuit (sans perte de salaire)

Lutter contre l'emploi précaire en mettant en place un grand plus de titularisation des contractuels, en limitant le nombre de postes de courte-durée et en éradiquant le temps partiel subi

Lancer une expérimentation de la semaine de 4 jours (au sein des services où cela est techniquement possible)

Lancer un grand plan de lutte contre le harcèlement sexuel et moral (observatoires anonymes du climat interne, cellules de médiation proactive...) En lien avec les organisations syndicales

Donner plus de poids à la voix des agents municipaux : associer l'ensemble des agents municipaux à l'élaboration des projets municipaux, renforcer la représentation des salarié·es dans les instances paritaires, et organiser des rencontres trimestrielles avec la future maire

RENFORCER LE POUVOIR D'ACHAT DES AGENTS MUNICIPAUX

Mettre en place des primes avec critères transparents et collectifs (pénibilité, contraintes horaires, enfants ou personne âgée à charge, mission précise...) et supprimer les primes individuelles comme la prime au mérite (complément indemnitaire annuel), parfaitement arbitraire et donnant lieu à une concurrence malsaine entre agents

Agir sur le plan de carrière des agents : faciliter la formation et l'accès aux concours internes afin de permettre des avancements de grade plus rapides et in fine une hausse de salaire

Agir sur le régime indemnitaire et les avantages sociaux (participation à la mutuelle santé, aux titres-restaurants, aux abonnements transports et aux chèques vacances) afin de revaloriser le pouvoir d'achat des agents municipaux

Remettre en place la possibilité de paiement des heures supplémentaires pour tous les agents

Mettre en place une subvention pour les agents municipaux domiens souhaitant rendre visite à leur famille (1 aller-retour par an)

Développer des solutions de garde à destination des agents (crèches et haltes garderies), en lien avec les syndicats

Permettre aux agents communaux résidant hors de Clichy dans une zone éloignée et difficilement accessible en transports en commun d'**obtenir la gratuité du parking en semaine**

AGIR POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET LE BIEN ÊTRE DES FEMMES EMPLOYÉES PAR LA VILLE

Viser la parité des femmes et des hommes dans l'ensemble des postes électifs et administratifs au sein de la ville ainsi que dans tous les organismes au sein desquels la ville est représentée

Favoriser la progression des femmes aux postes d'encadrement, et auditer les promotions et avancements pour détecter des biais

Etablir un diagnostic salarial : vérifier que les régimes indemnitaires ne creusent pas d'écarts à postes équivalents

Mettre en place des clauses d'égalité dans les marchés publics : exiger des entreprises qui travaillent avec la mairie qu'elle respectent l'égalité professionnelle ; et généraliser le questionnaire sur l'égalité professionnelle pour les entreprises et associations répondant aux appels d'offres ou appels à projets

Mettre en place un congé menstruel pour les femmes employées par la ville. L'Autorisation spéciale d'absence (ASA) pourra être déclenchée au besoin pour les femmes dont les règles sont douloureuses, à raison d'un jour par mois, et pourra être associée à des possibilités élargies de télétravail

ANIMAUX

- **Lutter contre la maltraitance animale**
- **Renforcer la place des animaux domestiques à Clichy**

LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ANIMALE

Attribuer une délégation relative à la condition animale à un·e membre du conseil municipal

Utiliser des alternatives non génératrices de souffrance dans la gestion des populations des animaux liminaires (ultrasons, épouvantails, pigeonniers contraceptifs, mais contraceptif...)

Créer une plateforme de signalement de maltraitance animale et d'abandon sur le site internet de la commune, avec une cellule municipale dédiée au traitement des signalements et chargée d'aiguiller le public vers les associations et services compétentes

Former la police municipale à la lutte contre la maltraitance envers les animaux, les abandons et toute autre infraction en lien avec les animaux

Désigner, au sein des adjoint·es ayant la qualité d'officier de police judiciaire, un·e référent·e chargé·e de la protection animale de façon à constater les infractions à la loi pénale relatives aux animaux et en rechercher les auteurs tant qu'une information judiciaire n'est pas ouverte

Donner aux associations de protection animale les moyens d'assurer leurs activités (financements, allocation de terrains communaux, mise à disposition de moyens)

Réaliser l'atlas de la biodiversité communale (ABC) à Clichy et aménager des espaces refuges pour les animaux sauvages dans les parcs et maintenir des friches pour les pollinisateurs sauvages

Intégrer des critères relatifs au bien-être animal concernant les marchés publics en matière de restauration et de produits d'entretien

Renforcer la sensibilisation à l'éthique animale dans les écoles, par le biais d'ateliers pédagogiques ludiques et de sorties scolaires

Accompagner et organiser la stérilisation des chats errants via la signature d'une convention avec une ou plusieurs associations pour la capture, la stérilisation et l'identification des chats des rues jusqu'à leur remise en liberté à l'appui de dispositifs tels que Chatipi ou leur placements en refuge

Mettre en place des buffets végétariens et proscrire le foie gras pour les réceptions officielles de la ville

RENFORCER LA PLACE DES ANIMAUX DOMESTIQUES A CLICHY

Rendre l'entièreté des parcs de la ville accessibles aux chiens en laisse

Faciliter l'admission des animaux de compagnie dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), les foyers d'hébergement d'urgence et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)

Lancer un dispositif d'expérimentation qui permettrait aux agents municipaux – en fonction du lieu et de la nature de leurs missions – d'amener leur chien au travail, dans le strict respect des autres agents

Mettre en place un partenariat avec un vétérinaire afin de proposer des soins vétérinaires gratuits aux animaux des personnes défavorisées (notamment SDF) **58**

LE MOT DE LÉA DRUET

La ville de Clichy pâtit aujourd'hui de 10 ans de majorité municipale de droite : **ses services publics sont fragilisés, la jeunesse n'a plus d'infrastructures, les quartiers populaires sont abandonnés et la crise du logement ne cesse de s'aggraver.**

Un autre Clichy est possible : un Clichy qui rassemble et qui vit, au sein duquel **les solidarités sont recrées et l'urbanisme planifié de manière collective** pour répondre aux besoins des habitant·es.

Venus d'horizons variés et de différents quartiers de Clichy, **nous sommes 49 citoyennes et citoyens rassemblé·es** pour porter une alternative sociale, écologique et démocratique.

J'ai été choisie pour conduire la liste **Faisons mieux pour Clichy** pour les **élections municipales des 15 et 22 mars prochains.**

Engagée depuis des années à Clichy – j'ai notamment été candidate aux législatives de 2022 -, **je connais les enjeux et luttes locales** et saurai répondre aux **besoins des Clichaises et des Clichois.**

Avec la liste **Faisons mieux pour Clichy**, imaginons notre ville autrement. Nous comptons sur vous.

Faisons mieux pour

CLICHY

avec

**LÉA
DRUET**

NOTRE

PROGRAMME

ET SES

300 MESURES

pour le futur de Clichy